

I. *Biographies / Biografieën*

ANTOINE GISCARD D'ESTAING

«Léopold III. Un Roi dans la tourmente»

Bruxelles, Éditions Racine, 1996, 327 p.

Selon un stéréotype communément répandu, le citoyen d'outre-Quévrain se présente sous la forme d'un monsieur décoré entretenant avec la géographie des rapports assez distants. Image biaisée, sans nul doute. Mais peut-être aussi, dans certains cas, incomplète. Car ledit citoyen apparaît souvent de surcroît comme peu au fait de l'histoire de ses voisins.

Dans son ouvrage consacré au destin contrarié du quatrième roi des Belges, Antoine Giscard d'Estaing a accompli à ce niveau un effort méritoire. Ce faisant, il s'inscrit dans une certaine tradition française puisqu'il succède dans ce registre à Alfred Fabre-Luce ¹ (1899-1983), au colonel Rémy ² (1904-1984), à Robert Aron ³ (1898-1975). L'auteur associe de manière heureuse le sens de la synthèse à celui de l'analyse. Le regard qu'il porte sur l'événement, étant celui d'une personne étrangère aux passions et aux luttes de notre forum ordinaire, se veut impartial

puisque distant ou, pour mieux dire, distancié. Hélas, le résultat ne remplit pas la promesse du départ. Au bout du compte, son livre se réduit à une compilation basée sur une historio-graphie dépassée, riche en failles - pour ne pas dire en gouffres. L'auteur mé-connaît vraisemblablement la langue de Vondel. On peut le comprendre, venant d'un non-Belge mais c'est d'autant plus regrettable que cela l'amène à ignorer l'étude fondamentale de Jan Velaers et de Herman Van Goethem, parue il y a peu ⁴.

Cela devient gênant lorsque l'on constate que plusieurs productions en langue française, incontournables en la matière, brillent par leur absence. On ne trouvera par exemple pas dans sa bibliographie la synthèse que Jules Gérard-Libois et José Gotovitch ont consacrée à l'ensemble de la 'question royale' ⁵, pas plus d'ailleurs que les nombreuses contributions de Jean Vanwelkenhuyzen relatives à la période 1939-1940 ⁶. De même, on cherchera en vain parmi ses sources d'inspiration l'étude de Vincent Dujardin ⁷ ou les mémoires de Pierre d'Ydewalle, pourtant récemment édités ⁸. En fait, ses ouvrages de référence les plus récents sont, en remontant la ligne du temps, ceux d'Etienne Verhoeyen ⁹, de

1 ALFRED FABRE-LUCE, *Une tragédie royale. L'affaire Léopold III*, Paris, Flammarion, 1948.

2 COLONEL RÉMY, *Le 18^e jour. La tragédie de Léopold III, roi des Belges*, Paris, France-Empire, 1976.

3 ROBERT ARON, *Léopold III ou le choix impossible*, Paris, Plon, 1977.

4 JAN VELAERS & HERMAN VAN GOETHEM, *Leopold III. De koning, het land, de oorlog*, Tiel, Lannoo, 1994.

5 JULES GÉRARD-LIBOIS & JOSÉ GOTOVITCH, *Léopold III. De l'an 40 à l'effacement*, Bruxelles, CRISP/Pol-His, 1991.

6 JEAN VANWELKENHUYZEN, 1940. *Quand les chemins se séparent. Aux sources de la question royale*, Paris-Gembloux, Duculot, 1988 et, du même, *Les avertissements qui venaient de Berlin, 9 octobre 1939 - 10 mai 1940*, Paris-Gembloux, Duculot, 1982.

7 VINCENT DUJARDIN, *Belgique 1949-1950. Entre Régence et Royauté*, Bruxelles, Racine, 1995.

8 PIERRE D'YDEWALLE, *Mémoires 1912-1940. Aux avant-postes*, Bruxelles, Racine, 1994.

9 ETIENNE VERHOEYEN, *La Belgique occupée. De l'an 40 à la Libération*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1994.

Jacques Willequet¹⁰, de Paul Theunissen¹¹ et de Jean Stengers¹².

Pour le reste, il puise largement dans une littérature passablement poussiéreuse, maintes fois parcourue déjà, où le comte Capelle (*Dix-huit ans auprès du roi Léopold* - 1970) fait bon ménage avec le général Van Overstraeten (*Au service de la Belgique* - 1960), où Paul Reynaud (*Au cœur de la mêlée* - 1951) a l'occasion de retrouver Winston Churchill (*La deuxième guerre mondiale... - 1948-1954*). Il recourt aussi à une série d'ouvrages engagés (Roger Keyes, *Un règne brisé*; Jean Cleeremans, *Léopold III sous l'occupation*), voire franchement partisans (Jo Gérard, *Léopold III se tait, nous parlons*) dont il ne sait pas toujours appréhender avec sûreté le degré de fiabilité. Cela nous permet de contempler quelques jolies perles.

Ainsi lorsqu'il évoque les «60.000» (*sic*) tués et blessés de l'armée belge lors de la campagne des dix-huit jours¹³, ou quand il relève - en frémissant - le chiffre de «660.000 personnes arrêtées dans la frénésie des premiers jours» de la

Libération¹⁴. S'il avait eu la curiosité de recourir à l'analyse fouillée de Luc Huyse et de Steven Dhondt sur la répression de l'incivisme¹⁵, il n'aurait sans doute pas avancé d'aussi faramineuses données. Mais il n'a pas eu cette curiosité. Comme il n'a pas recouru à une histoire générale de Belgique. Cela lui aurait permis d'éviter des raccourcis par trop hardis pour rappeler la genèse de nos tensions communautaires, du style : «Pendant tout le XIX^e siècle, les Wallons avaient dominé sans partage : majoritaires à l'origine (*sic*), ils avaient imposé le français comme langue officielle, le flamand étant traité comme un patois» (p. 16).

Comme il n'a pas... Mais on pourrait continuer longtemps à aligner les à-peu-près et à saluer les absents. Exercice assez vain...

M. Giscard d'Estaing a accompli un effort méritoire. Son ouvrage se révèle d'une lecture agréable. Sans doute plaira-t-il, avec ses métaphores heureuses et son style parsemé de grains de poivre, à un large public, familier de *Point de Vue* et d'au-tres périodiques de même facture. Il

10 JACQUES WILLEQUET, *La Belgique sous la botte. Résistances et collaborations 1940-1945*, Paris, Éditions universitaires, 1986.

11 PAUL THEUNISSEN, *1950. Le dénouement de la question royale. Cinq mois qui ébranlèrent la Belgique*, Bruxelles, Complexe, 1986.

12 JEAN STENGERS, *Léopold III et le gouvernement : les deux politiques belges de 1940*, Gembloux, Duculot, 1980. M. Giscard d'Estaing n'a pas utilisé un ouvrage du même auteur qui n'aurait pas manqué d'intéresser son étude : *L'action du Roi en Belgique depuis 1831. Pouvoir et influence. Essai de typologie des modes d'action du Roi*, Paris/Louvain-la-Neuve, Duculot, 1992. Trop récent ?

13 P. 67. Environ 5.000 de nos soldats périrent au cours de cette campagne ou disparurent peu après du fait de leurs blessures.

14 P. 213.

15 LUC HUYSE & STEVEN DHONDT, *La répression des collaborations 1941-1952. Un passé toujours présent*, Bruxelles, CRISP, 1993.

n'apprendra rien à l'historien belge mais il le fera sursauter plus d'une fois. Ce ne sera pas d'enthousiasme...

Alain Colignon

II. Cultuurgeschiedenis / Histoire culturelle

WILLEM DE VRIES

«Sonderstab Musik. Music confiscations by the Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg under the Nazi Occupation of Western Europe»

Amsterdam, Amsterdam University Press, 1996, 271 p.

De inbeslagname en roof van roerende goederen toebehorende aan "vijanden van het Reich" in de door Nazi-Duitsland bezette landen is ondertussen in zijn grote lijnen bekend. Om in het kader van de geestelijke strijd tegen de "Westerse" ideologie documenten en studiemateriaal te verzamelen (voor bv. de nazi-*Hohe Schule* in voorbereiding), maar in werkelijkheid evenzeer of nog meer om Duitse museumcollecties uit te breiden (vgl. het geplande *Führermuseum* te Linz), diverse administraties en door bombardementen getroffen burgers te (her)meubileren ... en nazi-bonzen een mooie kunstcollectie te verschaffen, werden enorme massa's documenten, manuscripten, boeken, meubels en (kunst) voorwerpen naar Duitsland afgevoerd. Zij waren vooral afkomstig van individuen en organisaties uit joodse, vrijmetselaars- en marxistische hoek. Een en ander werd bijzonder grondig aangepakt door de op 17 juli 1940 opgerichte *Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg (ERR)*, tijdens de oorlog de uitvoerende arm van Rosenbergs *Dienststelle für die Überwachung der*

gesamten geistlichen und weltanschaulichen Schulung und Erziehung der NSDAP (DBFU).

Willem de Vries bestudeert in dit boek de actie van een van de minder spectaculaire afdelingen van de ERR, de *Sonderstab Musik*, in Frankrijk, Nederland en België. Verschillende musicologen van de *Sonderstab* streken er neer bij joodse musici, componisten en impresario's, bij muziekuitgeverijen, platenmaatschappijen, bibliotheken en muziekwinkels waar honderdduizenden muziekboeken en tienduizenden instrumenten, manuscripten en partituren in beslag werden genomen. De Vries begint zijn studie van deze nationaal-socialistische "*music policy implementation*" (p.11) in West-Europa met een kort overzicht van de structuur van het gelijkgeschakelde muziekleven na 1933 en van de politieke taak (archieven en bibliotheken van politieke tegenstanders in beslag nemen, cultuurgoederen van Duitse oorsprong opsporen) en organisatie van de ERR. Daarna gaat hij verder in op de "muziekpolitiek" (*music policy*) in Duitsland. Komen aan bod de organisator en leider van de *Hauptstelle Musik* van de DBFU Dr. Herbert Gerigk, de *Hauptstelle* zelf, het *Amt Musik* van de ERR (waar de *Sonderstab* onder viel), het door de *Hauptstelle* en de *Reichsmusikkammer* (de 'Staats' concurrent van de *Hauptstelle*) uitgegeven *Lexikon der Juden in der Musik* en de nationaal-socialistische hogeschool in wording, de *Hohe Schule*, met als onderdeel de *Hochschule für Musik*. Dit (wat rommelige) hoofdstuk bevestigt de competentieconflicten in staats- en partijapparaat, hier tussen de *Hauptstelle*,

het propagandaministerie en de *Ahnen-erbe* van de SS. Onrechtstreeks bevestigt het ook dat het ras bij het beoordelen van een compositie of het wegwerken van een componist eigenlijk voorrang kreeg op muziektechnische criteria (en dus niet alle moderniteit gebannen was) (p.47). Ook blijkt nog eens duidelijk dat partijfunctionarissen (i.c. musicologen van de DBFU en ERR) in de Bondsrepubliek rustig konden verder werken.

Na een inleidend hoofdstuk over bevoegdheden (uiteindelijk de totale confiscatie, in samenwerking met de SiPo) en organisatie van het *Amt Westen* van de ERR in het algemeen gaat de Vries dan in het langste stuk van het boek gedetailleerd in op de muziekroof in Frankrijk, Nederland en België. De *Sonderstab Musik* werd er belast met “*der Sicherstellung herrenlosen Musikmaterials aus jüdischem und freimaureischem Besitz und mit der Feststellung aller Musikhandschriften deutscher Herkunft*” (p.117).

Frankrijk krijgt hier -ook al door de beschikbaarheid van documenten- het leeuwendeel. Niet alleen de bezittingen van Darius Milhaud, van Arthur Rubinstein, van de claveciniste Wanda Landowska en de cellist Gregor Piatigorski maar ook van talrijke kleinere vissen werden «*sichergestellt*». De Vries legt de nadruk op het administratief-organisatorisch aspect ervan, tot het stapelen (in april 1943 stonden er in Parijs o.a. 1006 piano's te wachten) en het transport van het materiaal toe. De actie was een succes ondanks de inzet van relatief weinig mensen (die vroeg of laat voor de *Wehrmacht* werden opgeroepen) en

ondanks een aantal conflicten met de *Militärverwaltung* en de Franse overheden.

Op kleinere schaal gebeurde hetzelfde in Nederland. Over België kon de Vries bijzonder weinig specifieke documenten vinden. Een verschil met Frankrijk was alvast dat de ERR er verantwoording verschuldigd was aan de *Militärverwaltung* en moest samenwerken met de *Brüsseler Treuhandgesellschaft* die de 'vijandelijke' vermogens beheerde. Na de oorlog beweerden ex-ERR'ers dat hun optreden in België niet te vergelijken was met de harde acties in Frankrijk. Ten onrechte, aldus de Vries. Wel was de ERR-leiding ontevreden over de kwaliteit van de inbeslaggenomen muziekinstrumenten (“*solcher Dreck*”, p. 177) en de gebrekkige organisatie van de *Sonderstab Musik* in België.

De auteur besluit zijn werk met enkele korte, meer persoonlijke gevallenstudies over een van de leidende figuren in de *Sonderstab*, over een collaborerende Franse musicoloog en over een componist en een vertolker, joodse slachtoffers van de ERR. Een echte conclusie ontbreekt echter en dat versterkt de indruk dat het hier vooral gaat om een (bijzonder grondige) technisch-administratieve studie van de muziekconfiscatie die aan een groter publiek waarschijnlijk niet echt besteed is. Maar de Vries beloofde in de titel van zijn boek niets anders, wat niet van elke auteur gezegd kan worden. Toch mis ik een grondiger inhoudelijke situering binnen de ideologische premissen van de nazi-cultuur- en muziekpolitiek. Tenslotte nog een pluim voor de goede Engelse

vertaling (alhoewel het Dijon is en niet 'Dyon', en waarom steeds het enerverende 'party member' in plaats van 'Parteigenosse' gebruiken) en de sprekende illustraties, maar een min voor de weinig esthetische bladspiegel.

Dirk Martin

STEVEN JACOBS

«Henry Van de Velde. Wonen als kunstwerk, een woonplaats voor kunst»

Van Halewyck, Leuven, 1996, 238p.

Kunsthistoricus en filosoof Steven Jacobs wilde met deze bundel vooral aandacht besteden aan het oeuvre en de theoretische bespiegelingen van de veelzijdige kunstenaar die Henry Van de Velde was. Zijn voornaamste bron wordt gevormd door de geschriften van VdV zelf.

Het thema van Jacobs is dat bij VdV kunst en leven niet te scheiden waren, maar dat dit visioen stopte "aan de grenzen van de zelfgecreëerde wereld van zijn eigen interieur" (p.9). Vandaar dat de auteur het eerste en langste deel van zijn boek, "Wonen als kunstwerk", wijdt aan de vier eigen woningen die VdV ontwierp tussen 1893 en 1947.

Hij relateert die woningen aan de quasi-filosofische ideeën van hun bouwer en bewoner. Het eerste huis, het eenvoudige en juist daarom ophefmakende Bloemenwerf te Ukkel, was vooral naar binnen gericht: "de foyer zal het monument worden (...) van onze eigen individualiteit", schrijft VdV zelf (p.49). Het huis is een plek waar de kunst greep kan krijgen op de wereld, een 'Gesamtkunstwerk'. Dit soort eenheid tussen het ideaal van de

kunstenaar en de wereld - wereld in volle tweede industriële revolutie - vormde wel een enigszins eenzijdige invulling van VdV's anarcho-socialistisch maatschappijbeeld.

Jacobs zegt dit niet met zoveel woorden, maar de benoeming van VdV in 1901 tot artistiek raadgever voor industrie en kunsthandwerk in het Groothertogdom Sachsen-Weimar bevestigt diens salonsocialisme. Voelde de kunstenaar zich daar gemakkelijk bij? In elk geval begon hij zichzelf af te vragen of de kunstenaar zijn persoonlijke wil aan de wereld kon en mocht opdringen. Moest de vorm zich aan het leven aanpassen of omgekeerd? Wat moest voorrang krijgen, het dictaat van de industrie of de esthetische opdracht van de kunstenaar? Jacobs wijst erop dat dit dilemma bij VdV steeds een rol zou blijven spelen. *Hohe Pappeln* dat hij voor zichzelf in de buurt van Weimar ontwierp, werd eigenlijk een professioneel uitgevoerd Bloemenwerf. De huizen die hij voor Duitse grootburgerlijke opdrachtgevers bouwde, waren wel meer met de buitenwereld verbonden. Maar buitenwereld betekende hier natuur; Jacobs benadrukt dat VdV er nooit in slaagde op stedelijke schaal te denken.

Tijdens de Eerste Wereldoorlog raakte VdV niet weg uit Duitsland. Als 'vijandelijk' buitenlander had hij het er niet gemakkelijk. In België werd de pacifistische VdV als pro-Duits aanzien. Na 1918 verbleef hij korte tijd in Nederland als architect van het steenrijke maecenas-echtpaar Kröller-Müller, waarvoor hij een privé-museum moest ontwerpen. Voor zichzelf bouwde hij in 1921 De Tent te Wassenaar. Jacobs

typeert de Nederlandse periode als het begin van de 'modernistische' VdV, die niet ongevoelig bleef voor het werk van Berlage enerzijds en De Stijl anderzijds. De Tent was nog steeds een uiting van individuele, ambachtelijke creativiteit, maar voor de uitvoering ervan werden gestandaardiseerde eenheden van het prefab-systeem gebruikt. Wel bleef VdV bij 'zijn' eenheid van kunst en wereld, de organische verbondenheid met de aarde. De auteur wijst er inderdaad op dat VdV in tegenstelling tot de geometrische abstractie van De Stijl en het "neoplastische visioen van een van de zwaartekracht ontheven architectuur" (p.94), de concrete massa van het gebouw plastisch laat opstuwen. Toch oogde De Tent niet echt modern.

Pas na zijn terugkeer naar België - in 1926 werd hij, niet zonder tegenkanting, benoemd tot directeur van het nieuwe *Institut Supérieur des Arts Décoratifs*, alias *La Cambre*/Ter Kameren - zou dat het geval worden, in eerste instantie met *La nouvelle maison* te Tervuren. Het gelijktijdige ontwerp voor een nieuwe stad op de Antwerpse linkeroever was inderdaad geen toonbeeld van modernisme. M.i. terecht verwijt Jacobs dit gedrochtelijk neo-babylonisch ontwerp zijn "groteske monumentaliteit" (p.99) dat niet zou misstaan in de zgn. totalitaire architectuur (die zich trouwens niet beperkte tot de dictaturen). *La nouvelle maison* en andere privé-woningen, gebouwen voor kunst en cultuur, pakketboten en andere ontwerpen vertoonden wel een nieuwe vormen-taal en een functioneel programma. Volkswoningbouw liet VdV links liggen. Zijn privé-utopie kreeg nog

altijd voorrang. En daarin bleef men zijn persoonlijke ideeën herkennen: voor hem geen "*machine à habiter*" maar gebouwen gekenmerkt door rondingen, intieme geborgenheid, de plant-meta-foren van de *Jugendstil*, een "organisch continuüm" (p.101), het groeien uit de aarde.

De auteur benadrukt dat VdV ondanks zijn enthousiasme voor de mogelijkheden van de industriële vooruitgang, de zuiverheid van de natuur bleef stellen tegenover het morele verderf van de stad en zich zo "onomwonden plaatste in een antistedelijke intellectuele traditie" (p.107). Men kan zich afvragen of dit geen element is om mee de rol te verklaren die VdV tijdens de bezetting speelde in de Dienst Wederopbouw van het Commissariaat-generaal voor 's Lands Wederopbouw. Over deze periode neemt de auteur trouwens onnodig een zedig stilzwijgen in acht. Wel wijst hij erop dat VdV op politiek-ideologisch vlak even ambivalent was als in zijn artistieke realisaties. Zijn socialistische sympathieën gingen hand in hand met nietzscheaanse ideeën over de "aris-tocratische missie" van de kunstenaar (p.113).

Het is precies op de rol van Nietzsche in het denken van VdV dat Jacobs in het tweede, kortste deel van zijn boek (onder de wat gekke titel "*Der Wille zum Stil*") ingaat. Het vitalisme van Nietzsche, diens "verlangen naar genot, het brengen van de kiem van de immaterialiteit in alles wat inert is" (p.125) - zoals VdV zelf schrijft - bepaalde mee diens geloof in een maatschappelijke hervorming door middel van een vormgeving van de omgeving, die zelf een overwinning op

de zwaarte was. Ondertussen zagen de pre-1914 ontwerpen voor een Nietzsche-archief en -monument er zwaar, theateraal en archaisch uit. Men denkt onmiddellijk aan het naoorlogse Linkeroever-ontwerp en andere. Volgens Jacobs geen toeval: de zgn. architectonische oervormen van die ontwerpen hebben te maken met de idee van eeuwige wederkomst in de existentiële filosofie van Nietzsche die zich a.h.w. buiten de geschiedenis situeert. Ook hier wijst de auteur weer op een zeker verband met totalitaire architectuur, met name het voorbeeld van Speer (kan men die lijn overigens niet doortrekken tot onze eigentijdse Leon Krier?). Vervelend aan dit interessante deeltje is dat "*Der Wille zum Stil*" bijna als een apart artikel plots midden in het boek opduikt.

Ook het laatste deel, "Een woonplaats voor kunst", kan eigenlijk apart gelezen worden. Hierin betoogt de auteur dat VdV, in het verlengde van de *in se* romantische *Jugendstil*-idee dat "alleen met behulp van de sacraliteit van de kunst een bevrijding mogelijk was" (p.149), ongeziene woonplaatsen voor kunst en de contemplatie ervan ontwierp: theaters, musea, paviljoenen voor de wereldten-toonstellingen 1937 en '39, de Gentse boekentoren. Ondanks een aantal zware ontwerpen eindigde VdV met modernistische, neutrale ruimten waarin het kunstwerk geïsoleerd werd om zo de autonomie van de kunst te bevestigen. De theaterontwerpen waren conservatiever, zeker wat de binnenzijde betreft, en schenen te duiden op "een symbolisch

en van het leven afgezonderd terrein" (p.206). En... hier eindigt het boek abrupt.

Alhoewel Jacobs geen nieuwe biografie van VdV wilde schrijven maar wel enkele thema's wilde privilegiëren, zou een synthetische aanpak mij toch meer bekoord hebben. Nu staat men voor drie quasi aparte delen, terwijl ze zoveel met mekaar te maken hebben. Ook het feit dat hij zijn werk niet op een of andere manier afrondt of afsluitend hersitueert, ontgoochelt. M.i. is het eveneens een manco dat de auteur, ondanks vele verwijzingen in die zin, niet echt ten gronde ingaat op de politiek-maatschappelijke context van het werk van VdV, zeker tijdens het interbellum. Ook de comparatieve situering van VdV in het Belgische en internationale architectuur- en urbanismedebat gaat niet echt diep. Dat neemt niet weg dat de combinatie van kunstgeschiedenis en filosofie tot een interessante tekst leidde.

Tenslotte: het boek is mooi geïllustreerd en voorzien van een uitvoerige bibliografie, waarin mij toch opviel dat niet verwezen wordt naar de tentoon-stellingscatalogus *Henry van de Velde* (Bruxelles, Palais des Beaux-Arts, 1963, 259 p.) en meer speciaal naar het artikel van uitgerekend R. Verwilghen, ex-directeur van de Dienst voor Wederopbouw en collega van VdV in Ter Kameren. De tekst van Verwilghen over de architectuur van VdV is gedateerd, maar had wellicht een voorbeeld kunnen zijn voor een heldere conclusie...

Dirk Martin

III. Migration / Migratie

PIERRE TILLY

«Les Italiens de Mons-Borinage. Une longue histoire»

Bruxelles, Vie Ouvrière/JOC Mons, 1996, 184 p.

Il y a aujourd'hui plus de cinquante ans, un accord conclu entre la Belgique et l'Italie ouvrait la porte à un vaste mouvement d'immigration de travailleurs de la péninsule vers notre pays. Dès lors, l'occasion était belle de s'interroger sur l'histoire d'une communauté dont la présence a marqué la Belgique, et en particulier les régions s'étendant le long des bassins houillers. Par son choix de limiter le champ d'étude au seul Borinage, l'auteur a cependant tenté un pari ardu, cumulant la difficulté de retracer le vécu d'une population étrangère peu encline à laisser des traces écrites à celle liée à une histoire régionale du temps présent encore à faire.

Aussi n'est-il pas étonnant que le résultat laisse une impression mitigée. Le recours systématique aux témoignages oraux, s'il parvient dans une grande mesure à rendre l'atmosphère régnant au sein de la population migrante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ne suffit pas à dégager l'ensemble des tenants et aboutissants de la question de l'immigration italienne dans le pays borain. Les lacunes sont particulièrement criantes pour les trente dernières années, période où sources écrites et travaux font singulièrement défaut. Pour pallier ces manques, l'auteur n'hésite pas à se lancer dans des considérations générales qui ressemblent parfois plus à des leçons

de morale qu'à de véritables exposés historiques.

Divers éléments concourent encore à renforcer cette impression de travail inachevé. Ainsi, la structure de l'ouvrage, si elle procède d'une construction relativement cohérente, pêche par un trop grand morcellement, générateur de répétitions et briseur de développements. Par ailleurs, l'apparat critique est pour le moins sommaire, les références étant fréquemment incomplètes. Si l'on ajoute à cela les nombreuses coquilles repérées dans le texte et les notes, et surtout l'absence d'introduction méthodologique, d'index et de bibliographie, on comprend aisément que le lecteur attentif restera en grande partie sur sa fin en refermant ce livre.

Pourtant, il aurait tort de le dédaigner. Contraint par la pauvreté de l'historiographie et la sécheresse des documents écrits retrouvés à faire amplement appel à la mémoire des survivants de l'immigration, l'auteur a constitué un précieux recueil de témoignages dont les historiens du futur seront tout heureux de pouvoir disposer. Il serait en outre injuste de considérer uniquement cet ouvrage comme une source. A de multiples reprises, et surtout lorsqu'il peut disposer de traces diversifiées comme c'est le cas pour l'entre-deux-guerres et pour la période qui suit immédiatement la Libération, l'auteur fait preuve d'un excellent esprit d'analyse et de synthèse. Généralement aussi, et malgré la nature du commanditaire de l'ouvrage et la sympathie de l'écrivain pour ces expatriés du bout de l'Europe, ce dernier tend

à faire preuve d'objectivité, n'hésitant pas notamment à critiquer ouvertement l'attitude des diverses autorités belges, quelles soient étatiques, patronales ou même syndicales. L'approche syndicale est d'ailleurs sans doute, avec la description des conditions de vie des immigrés et celle de leur recherche d'une nouvelle identité, la contribution thématique la plus riche à une meilleure connaissance du sujet. À l'inverse, on regrettera le peu de développements relatifs à divers aspects de l'histoire culturelle de ces déracinés : faible est la place laissée à leur vie associative, à leur univers familial - regrettons en particulier la portion congrue dévolue au rôle de la femme et à la condition féminine en général -, et, enfin, à leurs croyances. Surtout manque cruellement pour l'après-guerre une analyse approfondie de la perception de l'im-migration par la population autoch-tone, ce qui enlève une grande partie de l'intérêt de l'approche régionale du problème.

On peut, à juste titre, regretter l'absence de cette perspective comme le manque de 'finition' de l'étude. Il n'en reste pas moins que ce petit ouvrage a le grand mérite de défricher des terres largement méconnues de notre passé récent.

Fabrice Maerten

IV. Politieke geschiedenis / Histoire politique

JEAN STENGERS

«L'action du Roi en Belgique. Pouvoir et influence»

Bruxelles, Éditions Racine, 1996, 431 p.

Le professeur Stengers est connu, entre autres, pour ses très nombreux travaux relatifs à l'histoire de la Belgique et de son ancienne colonie. Est-il encore besoin de rappeler que les personnes intéressées par cette période charnière qui va de la mort d'Albert I^{er} à la libération du pays lui sont redevables d'une étude remarquable sur les origines de la 'question royale' ?¹⁶

Voici quelques années déjà, Jean Stengers s'était livré à une analyse fouillée qui visait à établir le pôle d'influence exercé à travers le temps par les princes qui, successivement, furent amenés à régner sur la Belgique¹⁷. Fort apprécié par la critique, l'ouvrage se retrouva rapidement épuisé. Mais, dans l'intervalle, l'histoire avait continué à marcher. Une nouvelle révision constitutionnelle avait passablement élagué les pouvoirs du souverain et Albert II avait succédé à Baudouin I^{er}. Une seconde édition, re-vue et complétée, semblait opportune. Les éditions Racine menèrent à bien le projet, livrant à la fin de 1996 un fort volume de quelque 431

16 JEAN STENGERS, *Léopold III et le gouvernement : les deux politiques belges de 1940*, Paris/Gembloux, Duculot, 1980.

17 ID, *L'action du Roi en Belgique depuis 1831. Pouvoir et influence*, Paris/Louvain-la-Neuve, Duculot, 1992.

pages - soit une bonne quarantaine de plus que dans la précédente version. Les apports nouveaux résident pour l'essentiel dans une mise en perspective plus accentuée du règne de Baudouin Ier ainsi que dans l'insertion d'un chapitre concernant le dernier (?) toilettage de la constitution. On relèvera aussi un éclairage plus soutenu accordé au rôle joué par le prince Charles en tant que Régent. Après tout, cet oublié de l'Histoire n'avait-il pas 'sauvé le broi', pour reprendre l'expression imagée qui lui fut attribuée ? De même, l'auteur a pu introduire dans la seconde version de son texte des éléments jusque-là inédits, comme cette démarche d'Albert I^{er} à Rome afin de pourvoir à la succession du cardinal Mercier... et d'en écarter Mgr Van Roey sur lequel il avait des doutes quant à la capacité de 'tenir' le clergé flamand.

Pour le reste, comme dans la précédente étude, il s'efforce de dégager une typologie, examinant tour à tour la marge de manoeuvre d'un homme - qui reste avant tout un politique - en tant que souverain régnant et comme souverain placé dans l'impossibilité de régner. En tant que simple particulier également, voire comme souverain d'un État étranger (État indépendant du Congo, territoires sous mandat...). A chaque fois, il envisage trois articulations dans le pouvoir de décision : 1) le rôle qui a été attribué au Chef de l'État par les Constituants; 2) l'aspect militaire de la question, puisque le commandement effectif de l'armée a été attribué au Roi en vertu d'une coutume constitutionnelle établie à l'occasion de la désastreuse campagne des Dix jours (août 1831); 3) les échecs rencontrés par le prince dans ses actions

ou ses tentatives pour accroître sa marge de manoeuvre.

Chaque champ d'application de ce pouvoir royal se décompose lui-même en différentes sous-rubriques. En politique intérieure, le professeur Stengers se penche par exemple avec attention sur les marques d'intérêt, sur les encouragements que se plaisait à prodiguer la Couronne. Il s'agissait tantôt de mécénat pur, tel qu'on le concevait sous l'Ancien Régime (c'était plutôt le propre de Léopold Ier), tantôt d'interventions financières discrètes destinées à influencer l'orientation d'un organe d'opinion (Léopold II semble avoir apprécié ce moyen de pression). Dans le domaine des relations extérieures, deux volets distincts sont mis en évidence : l'un est consacré aux actes officiels et publics de nos souverains, l'autre à leurs actions semi-officielles ou occultes.

Au terme de sa recherche, l'auteur en vient à constater que l'érosion du pouvoir royal s'est produite alors que le cadre constitutionnel demeurait pratiquement inchangé. Ce fut la pratique coutumière qui le vida peu à peu de sa substance. Ainsi les prérogatives du souverain en matière de politique étrangère commencèrent à décliner sous Léopold II. Albert I^{er} ne tenta pas de se reconstituer un domaine réservé à ce niveau. Son fils essaya de renouer avec la tradition inaugurée par le fondateur de la dynastie. Il rencontra un certain succès tant que ses initiatives reçurent l'agrément de l'équipe gouvernementale en place. Puis les chemins se séparèrent lorsqu'il s'obstina dans une voie sans issue, avec les conséquences que l'on sait.

De même, la coutume de voir le Roi présider le Conseil des ministres s'interrompt pratiquement avec Léopold III. Soit par manque d'assurance, soit par défiance envers les 'politiciens', ce dernier ne fit acte de présence qu'au cours de ce Conseil du 14 octobre 1936 où il prononça l'allocution fameuse inaugurant la politique dite d'indépendance. Il y eut bien, le 2 février 1939, une autre séance de cabinet à laquelle il assista mais ce fut surtout pour y admonester les ministres à propos des dysfonctionnements du régime, dysfonctionnements qu'il attribuait aux empiètements de ce qu'on n'appelait pas encore la participatie.

Après les remous de la 'question royale', nos princes préférèrent en général observer un silence prudent. Sous Baudouin Ier, le rôle du monarque se réduisit le plus souvent à assumer une fonction symbolique, imitant en cela l'exemple de ses confrères étrangers. Ses discours, toujours d'une grande élévation de sentiments, n'avaient que peu d'incidences sur la vie publique. La source essentielle du pouvoir de décision ne réside-t-elle pas, désormais, ailleurs ? Albert II semble décidé à suivre les traces de son frère, ce qui est une manière comme une autre d'assurer des jours paisibles à l'institution monarchique.

Alain Colignon

V. Nation et nationalisme / Natie en nationalisme

ALAIN DIECKHOFF (DIR.)

«Belgique. La force de la désunion»

Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, 160 p.

La Belgique n'en finit pas de s'interroger sur son existence. Face à des citoyens en apparence belges et fiers de l'être, on trouverait une classe politique accusée d'être à l'origine de querelles et de divisions qui seraient la source de sa légitimité alors que la population ne serait, elle, nullement partie prenante dans ces conflits. La vision est caricaturale. Le lecteur l'aura immédiatement compris. Mais elle n'en interpelle pas moins les chercheurs, belges et étrangers. Dès lors, chaque année nous apporte sa moisson d'ouvrages, bons ou mauvais, neufs dans l'approche ou plus traditionnels dans leur démarche.

Cet ouvrage est le fruit des travaux du groupe de recherche du Centre d'Études et de Recherches internationales (CERI). Il se veut une tentative de réponse aux interrogations quant à l'avenir de la Belgique. Outre la présentation d'Alain Dieckhoff, on y trouve quatre contributions : "De l'indépendance à l'État fédéral" (Xavier Mabille), "Mouvements linguistiques, nouvelles nations ?" (Lode Wils), "La question nationale belge à l'épreuve de l'immigration" (Marco Martiniello) et "La Belgique d'aujourd'hui comme société politique" (Wilfried Dewachter). Ces articles sont suivis d'une chronologie allant du XVI^e siècle à 1995. Une coquille s'y est glissée : le Congrès

national wallon au cours duquel fut voté le rattachement à la France n'a pas eu lieu les 20 et 21 février 1946 mais bien les 20 et 21 octobre 1945. Autre source d'étonnement par rapport à cette chronologie détaillée : on n'y trouve ni le mot 'Fourons' ni le mot 'amnistie'.

Constatons tout d'abord qu'il s'agit d'un ouvrage qui nous semble plutôt destiné à un public non belge puisque les articles présentés ici ont, pour l'essentiel, fait l'objet de synthèses plus développées destinées, quant à elles, à l'espace national. Force est en effet de constater que l'étude, bien que de bonne facture, n'apporte rien de résolument neuf. Elle dresse un portrait de l'évolution historique de l'État belge depuis la fin de l'Ancien Régime jusqu'aux derniers soubresauts constitutionnels de 1995.

Plusieurs thèmes se retrouvent dans l'ensemble des contributions : ainsi, l'interrogation sur le rôle des élites. Quelle place ont-elles occupée dans le processus de fédéralisation dans lequel le pays s'est engagé ? Peuvent-elles être considérées comme des porte-parole des masses ou, au contraire, soucieuses de leurs intérêts propres, seraient-elles incapables d'être à l'écoute de l'opinion publique ? Celle-ci a-t-elle véritablement un rôle à jouer ou se situe-t-on dans un domaine où l'opinion n'influence que peu fort peu le processus de décision ?

L'ouvrage consacre aussi une large place à l'émergence des sociétés ou nations (selon la terminologie respective des auteurs) flamande et wallonne. Peut-on établir de réels parallèles entre

leur degré d'évolution ? En d'autres termes, peut-on parler d'une conscience nationale qui serait au même stade d'avance-ment en Flandre et en Wallonie ? La question mériterait de plus longs développements.

Mais la société ou les sociétés belge(s) ne se limite(nt) pas aux seuls Flamands et Wallons. Il y a bien sûr Bruxelles, ses enjeux et son caractère spécifique. Tout en soulignant son importance, le livre n'y accorde somme toute qu'une place assez limitée, ce qui nous semble particulièrement regrettable, en particulier dans la contribution de Marco Martiniello. L'auteur analyse en effet les discours des 'régionalistes' wallons et des 'nationalistes' flamands par rapport au thème de la participation politique des immigrés. Il en conclut que malgré des discours différents sur la nation (la Flandre adhérant plutôt, avec des nuances, à la conception d'une nation de type ethno-culturel tandis que le discours wallon, avec des nuances toujours, se veut plus proche des principes électifs et de citoyenneté), les pratiques sur le terrain par rapport à la participation des immigrés à la vie politique sont proches. De part et d'autre, on refuse le principe d'une 'ethnisation' supplémentaire, c'est-à-dire l'idée que les communautés immigrées créeraient des formations politiques basées sur leurs origines alors que, paradoxalement, les partis politiques belges sont organisés selon le même principe. Or, on le sait, la Région bruxelloise compte une communauté immigrée particulièrement importante. Pourtant, Martiniello n'en parle guère et, en tout cas, glisse très rapidement sur le cas de Bruxelles.

Lode Wils nous présente ici une version résumée de son ouvrage *Histoire des nations belges* paru aux éditions Quorum en 1996. Il conclut sur deux définitions éclairantes de la nation, celle de Renan basée sur les notions d'héritage commun et du fameux "plébiscite de tous les jours" et celle du sociologue Deutsch pour qui "la nation est un réseau de connexions créées par l'histoire". Dans le cas de la nation belge, on peut de fait s'interroger : dans quelle mesure la notion d'héritage commun, 'le souvenir du passé', est-elle encore de mise à l'heure où les sensibilités historiennes se distinguent de plus en plus ? Le 'plébiscite de tous les jours' n'est-il pas précisément mis chaque jour à mal ? Par ailleurs, les réseaux de connexions existent-ils encore ? La communication sociale n'est-elle pas pour l'essentiel basée sur des réseaux de connexion de type régional ? Certes, de temps à autre, des exaltations ou des événements dramatiques semblent revigorer l'identité belge mais quel sera leur impact à long terme ?

L'ouvrage a pour titre *La force de la désunion*. Certes, les compromis, le pragmatisme à la belge sont des réalités. Mais les auteurs ne me semblent pas véritablement répondre à la question essentielle : en quoi la désunion est-elle une force ? Une conclusion commune leur aurait peut-être permis d'aborder cette autre question : pourquoi, la Belgique... malgré tout ?!

Chantal Kesteloot

MARC REYNEBEAU

«Het klauwen van de leeuw. De Vlaamse identiteit van de 12de tot de 21ste eeuw»

Leuven, Van Halewyck, 1995, 306 p.

ERIC DEFOORT

«Het klauwen van de historicus»

Antwerpen-Baarn, Hadewijch en Antwerpen, Vlaanderen

Morgen, 1996, 120 p.

Vlaams-nationalisme en *bohème*, het lijken twee grootheden te zijn die mekaar uitsluiten. Sinds vrij recent doet Eric Defoort, hoogleraar in de historische methode en bibliothecaris aan de KUBrussel, zijn uiterste best om deze stelling te logenstraffen. Van zodra de postmoderne neo-*belgitude* het traditionele emancipatieflamingantisme had vervangen als grondhouding van een groot deel van de Vlaamse intellectuelen - ook van katholieken huize-, voelde hij als gepatenteerd non-conformist de nood-zaak tegen deze stroom in te roeien. Niet zonder omhaal afficheerde hij zijn bekering tot het Vlaams-nationalisme en reduceerde hij het vertoog over België als de gedroomde *locus* van een multi-culturele samenleving tot het geklets van verwende kinderen.

De nieuwe, voornamelijk door anti-flamingantisme gedragen *belgitude* die door Defoort gevisieerd werd, kreeg in het najaar van 1995 een soort 'bijbel' met *Het klauwen van de Leeuw*, een boek waarin *Knack*-journalist Marc Reynebeau de 'Vlaamse identiteit' deconstrueert - en dit precies door een historische reconstructie te maken van de genese van die identiteit. Het besluit van zijn uitvoerige en goed gedocumenteerde historische zoektocht

stond daarbij eigenlijk al vast bij de aanvang ervan: 'De natie bestaat niet'. De stelligheid waarmee Reynebeau deze these - meteen ook de titel van deel 1 van zijn boek - poneert, rechtvaardigt hij door een beroep te doen op de meest gereputeerde internationale theoretici van het nationalisme, die hij in een boeiende en overzichtelijke synthese aan de lezers voorstelt.

Door als premisse voorop te stellen dat de (Vlaamse) natie niet bestaat, wordt het historische relaas over die natie per definitie het verhaal van een constructie, van een *uitvinding*. Als voornaamste 'uitvinders' duidt Reynebeau de kleinburgerij aan die in het creëren en voortdurend aanwakkeren van een Vlaams bewustzijn een hefboom voor persoonlijke sociale opgang zag. Op de achterflap wordt beweerd dat hiermee voor een 'unieke invalshoek' is gekozen die voor het eerst komaf maakt met de overheersende 'idealistische of moralistische' benadering in de historiografie van de Vlaamse Beweging. Deze bewering houdt ongetwijfeld te weinig rekening met de emancipatie die deze historiografie, vooral sinds de publicaties van Lode Wils, heeft door-gemaakt. Zoveel nieuws heeft Reynebeau dan ook niet te vertellen, maar dat was mijns inziens ook niet zijn voornaamste bedoeling. Wat zijn interpretatie onderscheidt van die van Wils is niet in de eerste plaats de distantie ten op-zichte van de Vlaamse Beweging, dan wel de vrijzinnige en sociaal-progressieve inslag.

Tegen de onder meer door Wils ontworpen 'mythe' dat van de katholieke partij de grootste flamingantische slagkracht uitging, verdedigt Reynebeau de stelling dat alleen de liberalen en de socialisten in de Vlaamse Beweging zich aan het Fransgezinde episcopaat konden onttrekken. Tegenover het romantisch-bevlogen identiteitsdiscours van de katholieke 'ideologen' konden alleen zij een 'moderner, zakelijker en concreter gedachtengoed' plaatsten waarin de culturele emancipatie in functie werd gesteld van de primordiale materiële lotsverbetering (p. 150-151). Of nog, de progressief-liberalen en de socialisten bereikten volgens Reynebeau méér voor Vlaamse Beweging dan de katholieken, precies omdat zij niet de Vlaamse maar wel de sociale kwestie bovenaan de politieke agenda plaatsten. Die typing van het progressief-vrijzinnige flamingantisme van de 19de eeuw vertoont misschien wat al te duidelijk de sporen van Reynebeaus visie op plaats die het Vlaamse natiebewustzijn in de 21ste eeuw nog toekomt - een plaats die in ieder geval ondergeschikt is aan een meer algemene 'opdracht van gerechtigheid' (p. 283). Maar dat de rol van de vrijzinnigen sterker benadrukt wordt, is niettemin een verheugend feit in de historiografie van de Vlaamse Beweging, al dient hier voor de eerlijkheid aan toegevoegd dat ook Wils een cruciale rol toekent aan de beweging voor 'volksontwikkeling' rond de progressieve vrijzinnigen De Raet en MacLeod, die aan de Vlaamse Beweging de noodzakelijke sociale impulsen meegaven. Bovendien 'vergeet' Reynebeau wat al

te gemakkelijk dat een principieel anti-flamingantisme wel degelijk wijdverbreid was in de socialistische beweging.

Het sociaal-progressieve moment in Reynebeaus betoog is zeker niet de steen des aanstoots geweest waaraan Eric Defoort zijn pen heeft geslepen. Net als Reynebeau (maar in tegenstelling tot Wils) rekent hij zich immers tot het progressieve gedeelte van de Vlaamse intelligentsia. Maar ook het menings-verschil over het Vlaams-nationalisme vormde -althans volgens Defoort zelf- niet de voornaamste aanleiding tot zijn essay *Het klauwen van de historicus*. In de lijn van mijn eerder gehanteerde typering zou ik kunnen beweren dat de Brusselse historicus zich vooral in zijn hoedanigheid van *bohémien*-geschiedfilosoof getroffen voelde door het boek van Reynebeau. Hij zag er 'een typeproduct (in) van historische systeemzucht die binnen en buiten onze universitaire departementen zweert bij de dood van het huidig verleden en het leven van het voorbije heden doodknijpt' (p. 15); of nog, van dat soort historiografie dat per se klaarheid wil scheppen in het verleden en zo onrecht doet aan het contingente, dat de basiscategorie is van het historische.

Het boekje dat vanuit dit ongenoegen tot stand is gekomen, bevat dus een dubbele aanklacht tegen Reynebeau : de ene situeert zich op het niveau van zijn politieke credo, de andere op dat van zijn geschiedfilosofische *apriori*'s. Maar vanuit deze tweevoudige negatie wil *Het klauwen van de historicus* toch vooral een positief pleidooi bieden voor een nieuwe manier om met de historische werkelijkheid om te gaan. Die benaderingswijze die

door de auteur zelf, naar analogie met een schildertechniek uit de Renaissance, als *sfumato* bestempeld wordt, houdt vooral in dat de historicus de voorbije werkelijkheid in al zijn wanordelijkheid aan het woord laat in plaats van deze in concepten, processen en andere verklareingsmodellen te dwingen. Aangezien het negatieve en het positieve moment in Defoorts betoog constant en op een vrijwel associatieve manier dooreen-vloeien, krijgt ook het essay zelf iets ongrijpbaars. Men vergeet als lezer nogal gemakkelijk waar het nu weer eigenlijk om draaide. Om een zinnig oordeel te kunnen vellen over de tekst als geheel, is het evenwel nodig de drie genoemde onderdelen te ontwarren en bij elk afzonderlijk de vraag te stellen of de auteur er hout mee snijdt.

De kritiek op Reynebeaus boek als een exponent van de gewraakte 'systeemhistoriografie' lijkt mij alvast misplaatst. Dat Defoort veel betere voorbeelden had kunnen vinden van deze vorm van geschiedschrijving, heeft ook al Mark Schaevers overtuigend gesuggereerd in een recensie in de *Standaard der Letteren* (17 oktober 1996). Maar ik zou verder gaan : volgens mij is het *überhaupt* oneerlijk om Reynebeaus boek als geheel te jken naar de maatstaven van de wetenschappelijke historiografie (wat uiteraard niet betekent dat geen historische detailkritiek zou mogen geleverd worden). Want laat het duidelijk zijn : Reynebeaus motieven tot het schrijven van zijn *Klauwen* waren in de eerste plaats buiten-wetenschappelijk; hij verhult immers nauwelijks dat hij ermee zijn zoden wilde aan-brengen voor de dijk die tegen het nationalisme wordt opgeworpen. Dat zijn verhaal

daardoor een belijdend karakter krijgt zonder propagandistisch te worden, lijkt mij binnen deze optiek eerder een kwaliteit dan een gebrek. Defoorts aanval op de systeem-historiografie was ongetwijfeld doel-treffender geweest als hij een boek had uitgekozen waarvan de ambitie zich als louter wetenschappelijk voordoet. Dat zijn keuze dan toch viel op *Het klauwen van de leeuw* moet niet alleen op rekening van zijn Vlaams-nationalistische strijdvaardigheid worden geschreven, maar ook op die van zijn commercieel instinct.

Maar ook in zijn verwerping van Reynebeaus anti-nationalistische stellingname, is Defoort, en wel om grotendeels dezelfde reden, weinig overtuigend. Hij behandelt Reynebeaus boek als was het alleen geschreven voor die enkele progressieve Vlaams-nationalistische intellectuelen als hijzelf, voor wie het geconstrueerde karakter van de (Vlaamse) identiteit en de combineerbaarheid van verschillende identiteiten probleemloze vanzelfsprekendheden zijn. Maar de dagelijkse realiteit leert toch dat het huidige Vlaams-nationalisme in al zijn geledingen nog steeds diep doordrongen is van een essentialistisch natiebegrip (méér essentialistisch alvast dan bijvoorbeeld het klasse-begrip van de huidige socialisten). En het is die groep die Reynebeau heeft trachten te bereiken, met de bedoeling hen een antidotum toe te dienen tegen een te homogeniserend identiteitsdiscours. Of hij dit doel bereikt heeft of zal bereiken is twijfelachtig, maar dat is alvast meer te wijten aan het dogmatische 'geloof' van de genoemde doelgroep, dan aan de kwaliteit van *Het Klauwen van de Leeuw*.

Maar wat te zeggen van het pleidooi voor *sfumato* als dusdanig? In de mate dat het een poging is om de contingentie als historische basiscategorie veilig te stellen tegen de te grote verklaringsijver en schiftingsdrang van de historici, juich ik het volmondig toe. Maar niettemin is enige pedanterie niet vreemd aan Defoorts betoog (wat de auteur wel niet als een ernstig verwijt zal beschouwen). De microscopische, historisch-impressionistische schetsen die hij voorstelt kunnen immers maar uitstijgen boven het niveau van de anekdotiek naarmate zij zich min of meer invoegen in de grote bouwwerken die door de 'systeem-historici' zijn of worden opgetrokken. Bovendien lijkt Defoort te weinig te beseffen dat iedere intellectuele activiteit, zowel van wetenschappelijke als van literaire aard, erop gericht is orde te scheppen in een chaotische werkelijkheid. In de historiografie geldt dat in bijna even sterke mate voor het narrativisme (nochtans door hemzelf verdedigd tegen de aanvallen van Peer Vries) als voor de sociaal-wetenschappelijke benadering. De historici attent maken op de inherente gevaren van deze onvermijdelijke ordeningsactiviteit is een lovenswaardige maar weinig originele daad; er een principieel verzet tegen aantekenen mag dan wél aanspraak maken op originaliteit, het lijkt mij weinig vruchtbaar. Consequent doorgedacht mondt deze gedachtengang trouwens niet uit bij de frivool-impressionistische *bohème*-historiografie die Defoort predikt, maar wél bij een extreem empirisme dat niet verder durft gaan dan het naast mekaar publiceren van de verschillende bronnen, zonder enige tussenkomst van de auteur.

Eén ding hebben beide boeken alvast gemeen : zij lenen zich er - gedeeltelijk door de fout van de auteurs zelf - gemakkelijk toe anders te worden gelezen dan zij bedoeld zijn. Defoorts boek was ongetwijfeld beter geweest wanneer het niet zo nadrukkelijk als een aanval op Reynebeau was voorgesteld. Reynebeaus boek valt vooral te appreciëren als men het leest als een boek-met-een-boodschap. Misschien waren veel misverstanden vermeden als de auteurs hun intenties duidelijker hadden kenbaar gemaakt, maar dan hadden we wel een leerrijke polemiek moeten missen.

Marnix Beyen

HERVÉ HASQUIN

«**Historiographie et politique en Belgique**»

Bruxelles/Charleroi, Éditions de l'ULB/Institut Jules Destrée, 1996, 240 p.

Hervé Hasquin nous présente ici la troisième édition de cet ouvrage initialement paru en 1981 à l'initiative de l'Institut Jules Destrée. Quinze ans plus tard, l'enfant a grandi, l'ouvrage n'est plus tout à fait le même. Notons tout d'abord la nouveauté de la préface. L'auteur y souligne l'importance des changements intervenus ces quinze dernières années. Il observe un double phénomène, d'une part l'évolution de la Belgique qui s'inscrit dans une évolution plus générale d'éclatement des états pluri-ethniques et d'autre part un regain d'intérêt pour l'historiographie en général. L'ouvrage s'articule autour d'une double grille de lecture : la première a pour but de démonter les mécanismes fondamentaux qui ont conduit à

l'édification d'une histoire de Belgique et la seconde nous propose une lecture de l'histoire de la Wallonie.

Grosso modo, la première partie est demeurée identique à ce qu'elle était dans la première édition. Certes, les données biographiques sont plus développées, l'ouvrage s'est enrichi de quelques précisions utiles et se veut plus didactique mais pour l'essentiel la démonstration demeure ce qu'elle était, brillante et limpide. Hervé Hasquin s'attache en effet à l'analyse de l'histoire de Belgique telle qu'elle s'est écrite à partir de l'existence du jeune État. Lorsque celui-ci voit le jour, après les journées de septembre 1830, il paraît fragile et peu consolidé. Des historiens 'patriotes' vont s'atteler à la rédaction d'une histoire de Belgique unitariste et anti-française. Bien avant Pirenne, c'est l'histoire du comté de Flandre qui est privilégiée mais cette histoire demeure balbutiante. Elle est le fait d'érudits et non d'historiens professionnels. Le grand changement viendra, on s'en doute, des travaux d'Henri Pirenne. En fait, le rôle de trois personnalités est à épinglez : Edmond Picard, Godefroid Kurth et Henri Pirenne. Avocat brillant, Picard lance, en 1897, le concept de 'l'âme belge', une forme d'amalgame des âmes germanique et latine qui contribue à l'originalité de l'État belge. Sur le plan historique, le concept trouve ses prolongements dans les travaux de Godefroid Kurth. C'est non pas à la Flandre mais au Brabant que l'historien arlonais attribue un rôle capital dans le processus de formation de l'État belge. Comme ses prédécesseurs, il est viscéralement anti-français. Malgré les apports

indéniables de Kurth, c'est Pirenne qui sera le meilleur instrument du nationalisme belge au début de ce siècle. Sa démarche est scientifique, il met en évidence les origines d'une civilisation commune dont il intègre l'histoire dans un contexte européen. Il consacre de façon magistrale l'existence et l'essence de la Belgique donnant ainsi un véritable habillage scientifique aux thèses de Picard. Ses travaux soulagent en ce qu'ils confortent l'existence d'une nationalité belge dans un contexte où émergent les premières forces centrifuges même si le modèle de Pirenne est la Flandre et son bilinguisme séculaire.

C'est bien sûr dans le contexte exalté de l'après-Première Guerre mondiale que les thèses de Pirenne sont à leur apogée. Le décès de l'historien en 1935 se situe à un moment charnière. Le vote de la législation linguistique de 1932 et les progrès ainsi enregistrés en matière d'unilinguisme régional marquent la fin d'une certaine Belgique bilingue. C'est également l'époque où émerge une école historique authentiquement flamande. Les premières histoires de Flandre rédigées en néerlandais voient le jour. Les thèses de Pirenne ne subsistent qu'au travers d'un certain courant unitariste francophone qui n'a sans doute pas encore totalement disparu aujourd'hui. On assiste certes, dans le chef de certains, à une adaptation un peu forcée à l'évolution historique de la Belgique mais il n'en est pas moins vrai qu'il reste d'authentiques défenseurs de la Belgique unitaire et, qu'au-delà de ce qu'écrivit Hervé Hasquin, il nous semble erroné de les situer tous sur la droite de l'échiquier politique.

Les théories de Pirenne voyant dans la Flandre du Moyen Âge une Belgique en devenir ne pouvaient que heurter les Wallons, grands absents des travaux de l'historien verviétois. Leur réaction ne s'est pas fait attendre, ceux-ci s'en prenant tout autant aux travaux de Pirenne qu'aux thèses de Picard sur l'âme belge. Au fond, les griefs wallons peuvent se résumer en trois points : 1) l'ignorance de l'histoire de la Principauté de Liège; 2) l'exaltation de l'époque bourguignonne; 3) le discrédit de la période française. Ces réactions wallonnes s'inscrivent dans un contexte plus général qui est celui du Congrès wallon de Liège de 1905 au cours duquel les congressistes se sont longuement attachés à la définition de l'âme wallonne. Pirenne a d'ailleurs eu en personne l'occasion d'exprimer ses thèses lors de ce congrès. En fait, c'est la place non seulement de l'histoire mais aussi de la culture qui est en jeu et les militants wallons de s'en prendre au détournement de sens du mot flamand accolé à nombre de productions artistiques.

L'auteur approfondit longuement la période de l'entre-deux-guerres. Aux silences et aux redites des années 1920 et du début des années 1930, il ajoute des éléments de sursaut qui s'inscrivent dans un mouvement plus général de polarisation croissante qui caractérise la fin de la décennie d'avant le second conflit mondial. De nouveaux concepts tel celui de 'communauté' font leur apparition mais ne sont pas perçus de la même façon des deux côtés de la frontière linguistique. Des historiens patentés commencent enfin à s'intéresser à l'histoire de la Wallonie, les questions essentielles émergent

timidement. Ce mouvement va s'amplifier au lendemain de la guerre, même s'il s'agit d'une conscience 'tardive' qui attendra les années 1960 pour connaître un certain engouement. A partir des années 1970, on peut dire que l'histoire de la Wallonie connaît une nouvelle phase d'accélération avec les travaux dirigés par Léopold Génicot d'abord et Hervé Hasquin ensuite.

Phénomène significatif à la fois de l'évolution institutionnelle et de l'histoire des mentalités, Hervé Hasquin intègre un nouveau chapitre consacré à Bruxelles. Il rappelle les deux conceptions en présence, celle des francophones qui défend la liberté linguistique et celle des Flamands qui repose sur une conception territoriale du droit. Hasquin présente l'évolution d'une capitale qui a connu un irréversible mouvement de francisation. Il met également en exergue l'hostilité déjà ancienne de certains intellectuels wallons à l'égard de la ville. Si Destrée sera le porte-parole le plus connu de cette tendance, force est de reconnaître que cette hostilité à l'égard de Bruxelles lui est antérieure puisqu'on la retrouve déjà en 1898 dans *L'Âme wallonne*, l'organe de la Ligue wallonne de Liège. Notons d'ailleurs à cet égard que les militants wallons de Bruxelles n'étaient pas loin de partager les thèses de Destrée. Ils estimaient n'avoir rien de commun avec les Beulemans et les Kakebroeck et raillaient eux aussi les parlars populaires de la capitale. Durant longtemps, les militants wallons de Bruxelles refusèrent de se confondre avec les francophones. Aujourd'hui, ce fossé entre Bruxelles et la Wallonie s'est approfondi dans le sillage du *Manifeste pour la Culture wallonne* (1983).

La seconde partie de la démonstration, d'importance plus restreinte, contient nombre d'éléments neufs. Elle débute par un plaidoyer pour la discipline historique, ses méthodes, sa rigueur et, pour employer un terme un peu désuet, ses valeurs 'civiques' non pas en tant qu'exaltation patriotique mais en tant que conscientisation et connaissance des enjeux et des luttes passées. L'auteur s'intéresse ensuite à la Wallonie en tant que réalité historique. Partant des mutations institutionnelles de ces vingt-cinq dernières années, il présente l'histoire d'un espace morcelé, complexe, uni par sa romanité, une région souvent champ de bataille et qui ne connaîtra l'amorce d'une unification politique qu'à la période française. L'industrialisation et ses conséquences économiques, sociales mais aussi politiques vont accroître les différences entre Flandre et Wallonie - même si les termes sont anachroniques pour l'époque - dans la Belgique du XIX^e siècle. Les quinze dernières pages résument les moments-clé de l'histoire du mouvement wallon et épinglent les événements marquants constituant à leur tour des germes de division.

Dans un contexte où l'histoire ne s'écrit plus de la même manière des deux côtés de la frontière linguistique, la réédition de l'ouvrage d'Hervé Hasquin vient à son heure. En effet, alors qu'aujourd'hui, de plus en plus de recherches se déclinent sur un découpage régional, il n'est pas superflu de rappeler que des histoires de Belgique ont connu des moments fastes. L'évolution esquissée nous rappelle aussi, une fois de plus, que l'historien n'échappe pas - pas plus hier qu'aujourd'hui - aux

interrogations de ses contemporains et aux enjeux du moment. L'histoire de la Wallonie et du mouvement wallon a cessé d'être considérée comme un objet non digne d'intérêt lorsque la Wallonie s'est inscrite dans la Constitution. Force est de constater qu'en Flandre, ce mouvement n'a pas suivi la même chronologie. Des *Geschiedenis(sen) van Vlaanderen* ont vu le jour bien avant que la Flandre ne devienne une réalité institutionnelle. Cette constatation nous renvoie aux interrogations sur l'identité qui se posent en termes distincts au nord et au sud de ce pays. L'ouvrage - avec d'autres - nous rappelle aussi qu'en l'absence de publications historiques de qualité, militants et érudits de tout bord ont souvent été disposés à s'autoproclamer historiens et à défendre des points de vue et théories qui n'avaient que peu de rapport avec les réalités historiques. Ce plaidoyer pour l'histoire nous rappelle dès lors que si l'historien n'est pas nécessairement au service de 'la' cause, il a néanmoins une responsabilité citoyenne, celle de former, d'informer, de baliser des sentiers inexplorés, de répondre à une demande sociale sous peine de voir des discours tronqués dériver vers un nationalisme destructeur.

Chantal Kesteloot

VI. Negationisme / Négationisme

STIJN VANERMEN

«De ontkenning van de jodenuitroeiing»

Brussel, VUBPress, 1996, 384p.

Op vraag van de hoofdredactie heeft Gie van den Berghe erin toegestemd een bewerkte versie van deze oorspronkelijk in De Morgen afgedrukte recensie in de BEG op te nemen.

De ontkenning van de jodenuitroeiing is de handelseditie van de licentiaatsverhandeling van Stijn Vanermen (VUB). In zijn proefschrift belichtte hij op genuanceerde en vrij objectieve wijze een aantal werken van enkele belangrijke ontkenners. In een tweede en origineler deel werd nagegaan of en hoe het ontkennersgedachtengoed terug te vinden is in een aantal Belgische extreem-rechtse tijdschriften. Meer dan verdienstelijk voor een proefwerk. Voor een wetenschappelijk, zij het vulgariserend boek gelden evenwel andere maatstaven. Vanuit wetenschappelijk oogpunt is dit een onvoldragen product. De publiekmaking (publicatie) ervan kadert mijns inziens in een politiek op korte termijn: bestrijding van ontkenners, opgevat als een strijd tegen extreem-rechts. Deze lovenswaardige politieke doelstelling maakt sommigen kennelijk blind voor de geschiedkundige onvolkomenheden van dit boek en voor mogelijk nefaste effecten die dit op iets langere termijn kan hebben.

Bestudering en weerlegging van het negationisme is geen eenvoudige zaak. Al debiteert de meerderheid van de ontkenners platvloerse en extreem-rechts geïnspireerde onzin, sommige

ontkenners (David Irving en Robert Faurisson bijvoorbeeld) zijn verduiveld goed op de hoogte van deportatie, kampen en gaskamers. Ze hebben zich ook al vele jaren toegelegd op de zwakke schakels in het sterk vereenvoudigd, gestereotypeerd, hier en daar simplistisch en onjuist Holocaustbeeld dat postgevat heeft in de collectieve herinnering. Die herinnering en herdenking dienen hedendaagse doeleinden en zijn daardoor nog meer waardegeladen. Dit alles verklaart dat de arglistige, soms spitsvondige argumenten en drogredeneringen van ontkenneren niet steeds in een handomdraai weerlegd kunnen worden. Paradoxaal genoeg vereist doeltreffende weerlegging van de ontkenneren dat enkele onderdelen van het waardegeladen Holocaustverhaal, simplistische en deels mythische voorstellingen, worden rechtgezet. Velen ervaren dit als ontwaarding en ontkrachting en komen dan ook fel in verzet tegen de nochtans noodzakelijke revisie.

Niet de werkelijkheid van de jodenuitroeiing staat hierbij op het spel, die is voldoende gekend en bewezen, maar haar politiek-ideologische betekenis. Erkenning en herdenking van de jodenmoord zijn wachtwoorden geworden voor politieke correctheid. Zozeer zelfs dat de geestelijke erfgenamen van het nazisme zich onlangs openlijk aansloten bij de algemene juridische veroordeling van haar ontkenning of minimalisering, ze veroordeelden publiek wat ook in hun ideologie schuilgaat. Sinds zijn ontkenning is dit verleden niet meer wat het geweest is. Wie op historisch onjuiste voorstellingen wijst stelt zich bloot aan ideologische verontwaardiging

en verdachtmaking. Dat valt te betreuren, ontkenneren blijven immers gebruik maken van deze onjuistheden om twijfel te zaaien.

Gezien de waarden-geladenheid, de daarmee gepaard gaande emoties en de waardevolle politieke doelstellingen die het gevestigd Holocaustbeeld heet te dienen, hoeft het niet te verbazen dat bij de analyse en weerlegging van ontkennerargumenten doorgaans met geen woord gerept wordt over onjuistheden in de gevestigde groepsherinnering. Ook de relatief late totstandkoming van het stereotiepe beeld, zijn samenhang met het politieke gebruik dat van de jodenmoord werd en wordt gemaakt, hoe het negationisme in wisselwerking hiermee tot volle wasdom is gekomen, dat daardoor bepaalde argumentatielijnen en brandpunten zijn gegroeid: dat alles wordt buiten beschouwing gelaten.

Het negationisme wordt gewoonlijk uit deze bredere historische context gelicht en op statische, selectieve en onvolkomen wijze belicht en verklaard. Ook Vanermen doet dat. Hij laat de extreem-linkse ontkenneren links liggen en zwijgt de enkele joodse ontkenneren dood. Hij kan ook niet anders, linkse en joodse negationisten kunnen alleen begrepen en verklaard worden in het geschetste complexe kader. Ze zijn deels reactie tegen de politiek-ideologische exploitatie en, in bepaalde kringen, sacralisatie van de jodenmoord. Wie zoals Vanermen de politieke exploitatie onvermeld laat (verwijzing naar politieke exploitatie wordt impliciet gelijkgesteld met "verwerping van de

staat Israël”), kan niet goed verklaren hoe ontkenners er (pas) in de jaren zestig toe kwamen de jodenuitroeiing af te doen als een verhaal dat om politieke redenen door joden werd bedacht. Vanermen hangt alles dan maar op aan het niet nader verklaard negatief daglicht waarin Israël kwam te staan na de zesdaagse oorlog en de Yom Kippoer oorlog. De om politieke redenen op touw gezette ontvoering van Eichmann en het naar hem genoemde proces (60-61), de wereldwijde aandacht die toen voor het eerst naar de jodenuitroeiing ging, komen zelfs niet ter sprake. Naar de hiermee in de tijd samenvallende voldragen ontkenning door Paul Ras-sinier wordt evenmin verwezen.

Door deze context- en tijdloze benadering lijkt het of bepaalde ontkennersargumenten zomaar uit de lucht zijn komen vallen en dat keert Vanermen dan tegen de ontkenners. Volgens hem proberen ze het debat te verschuiven, ze willen geschiedkundigen op een terrein lokken waar ze geen vaste grond meer voelen. Daarom spitsen ze hun kritiek steeds meer toe op gaskamers, technische en chemische aspecten. Hoe dom van ze te geloven dat de jodenmoord aldus betwijfeld kan worden! Weten ze dan niet dat joden ook op andere wijzen vermoord werden? Dat de gaskamers, deze tot de verbeelding sprekende moordinstrumenten, niet door de ontkenners maar door de voorstanders van de uniciteit - totale onvergelykbaarheid van de jodenmoord - op de voorgrond werden geplaatst, ontgaat Vanermen blijkbaar. Niet de ontkenners maar de ‘bekenners’ hebben de gaskamers tot de achillespees gemaakt van het gevestigd Holocaust-

beeld. Decennia na de oprichting van de joodse staat groeide de jodenmoord geleidelijk uit tot een wezenlijk onderdeel van de funderingsmythe van de staat Israël. Gaskamers en Auschwitz werden onderscheidende emblemen. Door haar planmatig en technologisch karakter zou deze genocide wezenlijk van alle andere verschillen. De slachtoffers en hun legitieme vertegenwoordigers, waaronder de joodse staat, zouden zich daardoor onderscheiden van alle andere slachtoffers, vertegenwoordigers en staten. Het politieke belang van de gaskamers verdrong andere vormen van jodenmoord (*Einsatzgruppen, Ordnungspolizei*) naar de achtergrond.

Vanermen neemt het door anderen gemaakte onderscheid tussen revisionisme (herziening) en negationisme (ontkenning) over maar hanteert het onzorgvuldig. Hij maakt geen onderscheid tussen verschillende vormen van revisionisme (politiek, historisch) of de verscheidene motieven die er achter kunnen schuilgaan. Gevangen als hij zit in het onder historici gebruikelijke dualisme (revisie-goed, negatie-kwaad) en in de ondertussen vastgeroeste overtuiging dat de jodenuitroeiing van het begin af ontkennd werd, wordt de fascistische *revisionist* Maurice Bardèche gedegradeerd tot *negationist* en meteen bevorderd tot de *fascistische* grondlegger van de ontkenning. De toch bedenkelijke wijze waarop Bardèche als schoonbroer van de notoire fascist Robert Brasillach na de bevrijding behandeld werd en hoe dat hem in de boosheid sterkte, worden alleen in een noot vermeld en direct gedevalueerd door dit ware verhaal toe te dichten aan

de enige bron die Vanermen hierover heeft geraadpleegd, een Vlaams Blokker. Hij had dit moeten natrekken (er bestaan onverdachte bronnen) of onvermeld laten.

Verderop in het boek wordt de devaluatie van Bardèche tot stamvader van het negationisme gebruikt om het Vlaams Blok nog zwarter te maken dan het al is (Karel Dillen heeft ooit Bardèches boek in het Nederlands vertaald). Vanermen schrijft dat de ontkenners maar zelden verwijzen naar grondlegger Bardèche, waarschijnlijk omdat deze zo openlijk uitkwam voor zijn fascistische overtuiging. Er is een simpeler verklaring: Bardèche ontkende de jodenmoord niet. Hij vond 'alleen' dat de Fransen er zich te druk over maakten, het ging tenslotte maar om joden. Onvoldoende reden volgens Bardèche om zich tegen de Duitsers te keren die men beter tot bondgenoot kon maken voor de strijd tegen de echte vijand, de communisten.

Door zijn dualistische opdeling kan Vanermen ook geen onderscheid maken tussen legitieme bezwaren tegen het Neurenbergproces en de domme gevolgtrekkingen die ontkenners daaraan vastknopen (dat het allemaal een complot was, alle bewijzen uit de lucht gegrepen waren). Vanermen wrijft Faurisson aan dat hij rechtspraak en geschiedschrijving door elkaar haalt, maar vergeet dat de geallieerden dat zelf gedaan hebben en... dat ook de juridische strafbaarstelling van de ontkenning in hetzelfde bedje ziek is.

De methode van de ontkenners wordt onvoldoende doorgelicht. De weerlegging

van de ontkennersargumenten gebaseerd op chemische analyses (Leuchterrapport, Rudolf-expertise) is zwak, verward en deels fout. Voor de niet gespecialiseerde lezer blijft ook al te veel onduidelijk. Weinigen zullen bijvoorbeeld begrijpen waarom plots de dwangsterilisaties en het zogenaamde euthanasieprogramma ter sprake worden gebracht. De auteur verklaart nergens dat deze 'eugenetische' maatregelen en natuurlijk ook het hele anti-joodse beleid de escalatie méér dan waarschijnlijk maken. De volkenmoord lag in het verlengde van de sociale *Endlösung*, de zuivering van het Duitse Volk van alle raciaal onzuivere, erfelijk gehandicapte en onvolkomen elementen. Doordat het ongelijk van de ontkenners niet alleen als een vaststaand feit, maar als een evidentie wordt gezien, worden een aantal kansen gemist om de rollen om te keren en de bewijslast terug te plaatsen waar hij hoort. Bijvoorbeeld dat de ontkenners bewijzen moeten aandragen voor het complot dat volgens hen achter het 'verzinsel' Holocaust steekt.

Dat een verdienstelijk jong historicus sommige politiek-ideologische aspecten van ontstaan, evolutie en bestrijding van Holocaustontkenning uit de weg gaat valt licht te begrijpen. Weglating van deze zeer waardegeladen aspecten levert evenwel geen minder waardegeladen, objectievere analyse op. Ze beperkt de analyse en vervormt de verklaringen. Door alleen de extreem-rechtse en antisemitische aspecten te belichten heeft Vanermen ongewild zijn onderzoeksobject volledig verrechtst. Dat is aanwijsbaar tot in zijn terminologie. Niet zelden haalt hij antisemitisme, negationisme, anti-

zionisme en Israëlvijsandigheid door elkaar, vooral in het tweede deel. Antisemitisme wordt stilzwijgend als een vast of wezenlijk onderdeel beschouwd van extreem-rechts.

Als vergeten van gruwel tot herhaling doemt, dan valt ook te vrezen dat een gehalveerde en verdraaide herinnering gevaren inhoudt voor de toekomst. Wie het verleden door een sleutelgat bekijkt mag dat nog zo objectief en plichtsgetrouw doen, wat waargenomen wordt zal speculatiever verklaard worden dan strikt nodig is. Doordat de samenhang en wisselwerking met wat buiten het blikveld ligt zich aan interpretatie onttrekt, zullen sommige gebeurtenissen niet alleen onvolledig maar ook fout worden voorgesteld. Selectie moge onvermijdelijk en zelfs noodzakelijk zijn, vraag is hoeveel kan en mag worden weggelaten zonder dat de verklaring ontwaard wordt.

Beperking tot één facet van de verwerking van en de omgang met dit gruwelijk verleden tast dus analyse, verklaring en weerlegging van het negationisme aan. Zo kunnen sommige argumenten van Vanermen koren op de molen worden van de ontkenners en, erger, de door hun gezaaide twijfel verder aanwakkeren.

Waar het schoentje wringt is dat Vanermen nog te weinig kennis heeft vergaard over de kampen, de genese van de judeocide, de evolutie van haar geschiedschrijving en haar samenhang met politieke factoren om ontkenners afdoend te weerleggen. Hij zet ze te kijk, stelt ze aan de kaak en dat verdienen ze. Maar dat is toch wat anders dan een objectiverende, historisch-wetenschappelijke analyse of weerlegging.

Gie van den Berghe

VII. Histoire sociale / Sociale geschiedenis

EDITH PIRSON (ED.)

«**Histoire du mouvement ouvrier chrétien à Charleroi. 1886-1990**»

s.l., CARHOP/MOC, 1995, 224 p.

In dit boek wordt de geschiedenis gereconstrueerd van de christelijke arbeidersbeweging van Charleroi sedert 1886. De naoorlogse periode krijgt ruime aandacht : ongeveer de helft van het boek wordt eraan besteed. Het boek is gebaseerd op archiefmateriaal, gedrukte bronnen afkomstig van de beweging, interviews en literatuur. Het resultaat is een lijvig werk, vulgariserend van aard. Talrijke foto's, getuigenissen en uittreksels uit interviews maken de lectuur leven-diger. De getuigenissen zijn interessant omdat ze een licht werpen op de achter-gronden van het engagement van de mili-tanten en ook begrijpelijk maken op wel-ke manier een vakorganisatie voet aan de grond kon krijgen in een bedrijf en aan-hang kon verwerven onder de arbeiders-klasse. In de negentiende eeuw gebeurde dat bijvoorbeeld door het accent te leggen op andere eisen dan looneisen o.m. op het vlak van de veiligheid (p. 28). Er werd geopteerd voor een zo uitgebreid mogelijke behandeling, waarbij alle deeltakken van de beweging aan bod komen. Hun verleden wordt op een traditionele evententiële wijze verteld. Dat is het zwakke punt van dit boek : er wordt niet geschreven vanuit een

centrale problematiek. Op welke manier slaagt een sterk geminoriseerde stroming binnen de arbeidersbeweging erin een machtsbasis te vinden in een door de sociaal-democratie gedomineerde regio? Tweede, hiermee nauw samenhangende vraag is die naar de specifieke spanningen die dit opriep met de andere geleidingen van het katholieke kamp. Of om het nawoord te citeren: “*Le paradoxe était total : être du peuple, rester du peuple, être solidaire, se libérer avec lui dans la justice et subir ‘le monde catholique’*” (p. 217). De specifieke situatie van de christelijke arbeiders-beweging in Charleroi noopte immers tot een meer strijdbare opstelling, terwijl de katholieke burgerij lange tijd van geen enkele toegeving wilde weten en aan de christelijke arbeidersbeweging slechts node speelruimte gaf.

Het is niet zo dat deze problemen in het boek helemaal geen aandacht krijgen (zie bijvoorbeeld de interessante bemerkingen over het optreden van het katholieke patronaat tegen de Federatie van Kringen in het interbellum, om de samenwerking tussen de standen gestalte te geven). Ze spelen echter teveel in het achterhoofd van de auteurs en worden te weinig gesystematiseerd en geëxpliciteerd. Mocht dit wel gebeurd zijn dan hadden bepaalde onevenwichtigheden die het boek kenmerken (aandacht willen besteden aan alle deeltakken, ook als daar niet veel over te vertellen valt), kunnen vermeden worden. Bovendien had dan de vraag kunnen beantwoord worden in welke mate de regio Charleroi afweek van de algemene evolutie van de christelijke arbeidersbeweging.

Dirk Luyten

VII. Lokale geschiedenis / Histoire locale

PIET DE ZAEGER

«Lier, bezet en bevrijd. Een Vlaamse stad tijdens de Tweede Wereldoorlog»

Leuven/Amersfoort, Acco, 1995, 159 p.

FRANK SEBERECHTS

«Rust en orde heerscht in de gemeente. Wommelgem tijdens de Tweede Wereldoorlog (1938-1946)»

in *Jaarboek De Krijter* (1994-1995), p. 7-243.

Naar aanleiding van de vijftigste verjaardag van de Bevrijding, stond in 1994-1995 de Tweede Wereldoorlog opnieuw in het middelpunt van de belangstelling. Heel wat gemeente-besturen organiseerden festiviteiten en/of tentoonstellingen. Ook de heemkundige kringen grepen deze gelegenheid aan om de geschiedenis van hun gemeente of streek tijdens de Tweede Wereldoorlog te belichten. Meestal werd hiervoor een beroep gedaan op amateurhistorici die op basis van getuigenissen een beeld van de bevrijdingsdagen schetsten. In deze bijdragen nemen militaire gebeurtenissen en bombardementen dikwijls een centrale plaats in.

Het pleit voor de heemkundige kring De Kaeck dat hij de ervaren historicus en oud-Wommelgemnaar Frank Seberechts aan het werk zette om de geschiedenis van Wommelgem tijdens de bezetting te schrijven. De publicatie van de licentiaatsverhandeling van Piet De Zaeger (KUL) moet eveneens in het perspectief van de viering van de bevrijding worden gezien. De Zaeger nam de stad Lier onder de loep. Alhoewel beide auteurs zich concentreren op de periode tussen de gemeenteraadsverkiezingen van 1938

en 1946 en in hun besluit de vraag naar continuïteit of breuk expliciet aan bod laten komen, leggen zij bij de behandeling van de Tweede Wereldoorlog andere klemtonen.

In De Zaegers onderzoek staat de vraag naar de invloed van de Tweede Wereldoorlog op het politieke en verzuilde socio-culturele landschap van de stad Lier centraal. Het betrekken van het socio-cultureel verenigingsleven bij deze vraagstelling is bijzonder verruimend en interessant. In het eerste hoofdstuk krijgt de lezer een overzicht van de diverse politieke families in Lier tijdens het interbellum. Een tabel met alle kiesuitslagen had de leesbaarheid van dit stuk wel vergemakkelijkt. In deze aanloop ontbreekt ook een globaal socio-economisch beeld van de stad Lier tijdens het interbellum. Dit is niet alleen spijtig omdat de economische activiteiten en sociologische samenstelling van de bevolking ook het politieke niveau beïnvloeden, maar wekt ook verwondering gezien de auteur in zijn besluit stelt dat de socio-economische breuklijn zich in Lier niet zo sterk manifesteerde.

Welke partijen waren aanwezig op het Lierse politieke schaakbord? Vanaf 1872 hadden de katholieken het roer van de liberalen definitief overgenomen. Behalve in 1926 behaalden zij steeds een absolute meerderheid. Met de dikwijls verdeelde socialisten en de electoraal sterk achteruitgeboerde liberalen werd zowel voor als onmiddellijk na de oorlog nooit een coalitie gevormd. De grote levensbeschouwelijke kloof (de oude klerikale - anti-kerkale tegenstelling) die zich

vooral axeerde op de onderwijsproblematiek voor de oorlog en de repressie en koningskwesitie na de oorlog, liet een samenwerking ook op het vlak van het socio-culturele, sterk verzuilde verenigingsleven niet toe. Tijdens de oorlog is er eveneens nauwelijks sprake van contacten tussen katholieken en vrij-zinnigen. Niettemin moet worden aangestipt dat de liberalen in 1926, toen de katholiek-Vlaams-nationale coalitie in het slop zat en uiteindelijk zelfs sprong, de katholieken deparnerden.

Ook in andere steden en gemeenten waren tijdens het interbellum coalities tussen katholieken en liberalen mogelijk (Oostende is zo'n voorbeeld). Socialisten en katholieken gingen echter nauwelijks met elkaar in zee. Een uitzondering hierop vormde bijvoorbeeld het 'mystiek huwelijk' tussen Frans Van Cauwelaert (katholiek) en Camiel Huysmans (socialist) in de stad Antwerpen (1922-1932). We mogen trouwens niet vergeten dat de dominante positie van de katholieken in Vlaanderen hen slechts in een klein aantal gevallen verplichtte een coalitie aan te gaan.

De verhouding tussen katholieken en Vlaams-nationalisten was een stuk complexer. De auteur wijst op de permeabiliteit van de scheidingslijn tussen flamingantische christen-democraten en democratisch gezinde Vlaams-nationalisten in het vooroorlogse Lier. De affiniteiten tussen beide groepen komen duidelijk naar voren bij de bespreking van het Lierse verenigingsleven (p.44-48). Interessant is ook dat het afspringen van de concentratiepoging tussen katholieken

en Vlaams-nationalisten naar aanleiding van de gemeenteraadsverkiezingen van 1938 niet gebaseerd was op ideologische meningsverschillen of een andere opvatting inzake de Belgische staats-structuur, maar wel op electorale motieven. De katholieken die hun absolute meerderheid niet echt bedreigd zagen, waren niet bereid op het vlak van de zetelverdeling veel toegevingen te doen aan de nationalisten, die dan maar besloten afzonderlijk op te komen. Dit feit en de grote verstrengeling tussen het katholieke en Vlaams-nationale verenigingsleven (ondanks enkele afzonderlijke Vlaams-nationale organisaties) zijn twee elementen die m.i. wijzen op het beperkte belang van wat De Zaeger de communautaire breuklijn noemt.

In dit conflict plaatst hij aan de ene kant diegenen die de Belgische staatsstructuur niet wensden te veranderen (de katholieken, socialisten en liberalen) en anderzijds zij die op zijn minst een vorm van federalisme wilden doorvoeren (Vlaams-nationalisten). De vraag moet gesteld of in de schoot van de katholieke zuil deze breuklijn ook niet aanwezig was? En was er ook geen sprake van een ideologische kloof, met aan de ene kant de antidemocratische, autoritaire, extreem-rechtse stroming en aan de andere kant de voorstanders van de parlementaire democratie? Hoe tekende die breuklijn zich af binnen de katholieke groep?

In dit verband valt de geringe analyse op van de krachtsverhoudingen binnen de katholieke partij. Op p.16-17 wordt wel een overzicht gegeven van de diverse groepen. De conservatieve, anti-flamingantische Katholieke Bur-gersgilde bleef "één van

de **belangrijk-ste** standsorganisatie", het christen-democratische, Vlaamsgezinde Christen Vlaamsch Werkersverbond "de **grootste** belangengroep". Niettemin stelt de lezer vast dat zowel in 1938 als in 1946 alle verkiesbare plaatsen netjes verdeeld waren onder de vier standen. De christen-democraten haalden dus geen voor-deel uit hun numeriek overwicht. Bij de bespreking van de verschillende conflict-niveaus (levensbeschouwelijke, communautaire en sociaal-economische), maakt de auteur geen onderscheid meer tussen de conservatieve Burgersgilde en het democratisch, Vlaamsgezinde Werkersverbond. Dan blijken enkel nog 'de' katholieken of 'de' KVV te bestaan. Een grondiger analyse van de machtsverhoudingen binnen de katholieke partij had in het kader van het onderzoek naar continuïteit of breuk misschien wel een interessant antwoord kunnen opleveren. Daarvoor is het echter nodig om de begrenzing van het onderzoek naar continuïteit of breuk gevoelig uit te breiden. In het kader van een licentiaatsverhandeling was dit misschien een te moeilijke, want bijzonder tijdrovende opdracht.

Wat speelde zich tijdens de bezetting af? De auteur stelt vast dat de Vlaams-nationalisten op enkele uitzonderingen na allemaal in de collaboratie traden. De post van burgemeester en twee schepenambten werden door de Nieuwe Orde-gezinden bezet. Vooral het Vlaamsch Nationaal Verbond (VNV) met Alfred Van Der Hallen als burgemeester en Frans De Jong als schepen was goed vertegenwoordigd. De Algemene SS-Vlaanderen en de DeVlag-aanhangers vormden een concurrerende minderheid, terwijl het

Verdinaso helemaal niets voorstelde. Het VNV kreeg ook greep op de voordien pluralistisch samengestelde gemeentelijke ravitailleringdienst en wist in maart 1942 een gelijkgezinde als politiecommissaris aan te stellen. Ook op cultureel vlak namen VNV'ers sleutelposities in.

Niettemin oordeelt de auteur dat de greep naar de macht in feite mislukte door het verzet van vooral het katholieke milieu. Hij verwijst hiervoor naar de vijandige houding van het politiek benoemd en dus katholieke stads-personeel ten opzichte van VNV-burgemeester Van Der Hallen. Met deze conclusie kan ik het niet eens zijn. De greep naar de macht is m.i. het door VNV'ers innemen van sleutelposities in de overheidsdiensten, dit met hulp van de bezetter en door middel van het 'aanpassen' van de vooroorlogse democratische benoemingsprocedures. Het Lierse gemeentebestuur, de ravitaillering, het politiekorps en het culturele leven stonden onder de controle van het VNV. Het Verbond slaagde er inderdaad niet in een belangrijk deel van de katholieken (politici en ambtenaren) achter zich te krijgen. Dit kan als een vorm van passief verzet worden beschouwd. Slechts enkele individuen maakten de overstap naar het VNV en traden in de collaboratie. Het VNV realiseerde m.i. een geslaagde greep naar de macht, maar verloor zijn greep op de geesten. Vooral na de Duitse nederlagen in 1942 ging de aantrekkingskracht van het VNV sterk achteruit.

Na de oorlog namen de katholieken het roer opnieuw stevig in handen. Pas in 1964 waren met de verkiezing van het

eerste naoorlogse Vlaams-nationalistisch gemeenteraadslid de vier vooroorlogse politieke stromingen opnieuw in de gemeenteraad vertegenwoordigd. De auteur besluit hieruit dat ook op langere termijn de Tweede Wereldoorlog geen breuk in de geschiedenis van de stad vormde. Samen met Louis Vos (*Wetenschappelijke Tijdingen*, nr.3, 1996, p.218-220) lijkt mij dit een nogal vergaande interpretatie, die nauwelijks op ernstig onderzoek steunt.

Bovenstaande bedenkingen, die vooral betrekking hebben op het besluit, nemen niet weg dat deze publicatie van een bijzonder hoog niveau is. De auteur kan op geen enkele onnauwkeurigheid worden betrapt en uit de bronnen-bespreking blijkt dat hij zich zeer veel moeite heeft getroost om over elk aspect materiaal bijeen te sprokkelen. Hij plaatst specifiek lokale situaties in het ruimere Belgische kader en laat bovendien niet na zijn vaststellingen te toetsen aan de algemene literatuur. Bovendien leest het boek bijzonder vlot, bevat het interessante illustraties en is het zeer verzorgd uitgegeven.

De geschiedenis van Wommelgem tussen 1938 en 1946 is veel ruimer opgevat dan de studie over Lier. Naast de klassieke thema's collaboratie en verzet, militaire verrichtingen en politieke ontwikkelingen werd veel aandacht besteed aan economische en sociale ontwikkelingen, aan cultuur, vrije tijd, geloof, onderwijs, Joden. Seberechts vertrekt niet vanuit een duidelijke vraagstelling. In tegenstelling met De Zaegers studie over Lier is zijn aanpak veel minder problematiserend en af en toe zelfs anecdotisch. Voor een

meerderheid van de Wommelgemnaars zal het door de auteur geschetste verhaal wel zeer herkenbaar zijn.

In Wommelgem vormden de land- en tuinbouw de voornaamste economische activiteiten. De middenstand was niet echt ontwikkeld. Door de aanwezigheid van de haven van Antwerpen en de diamant-sector was er in de gemeente wel een beperkt arbeiderspotentieel aanwezig. Deze economische gegevens werden politiek als volgt vertaald : de katholieken waren gedurende gans het interbellum verdeeld tussen een sterke boeren- en burgersvleugel, die tijdens de gemeenteraadsverkiezingen van 1938 zeven zetels wist binnen te rijden en een arbeidersvleugel met slechts twee zetels. Ook de socialisten hadden in 1938 twee vertegenwoordigers in de gemeenteraad, veel te weinig om de katholieke meerderheid te bedreigen. De liberalen en het Vlaamsch Nationaal Verbond kwamen in het vooroorlogse verhaal niet voor.

Tijdens de bezetting bleef burgemeester Charles Hoeyberghs zijn ambt uitoefenen. In het college werd slechts een personeelswijziging doorgevoerd : Frans de Hondt, die lid was van het tot dan toe onbetekende VNV in de gemeente, verving de ontslagnemende schepen Jules Vermeerbergen. De taken van de gemeentelijke overheid namen ontzettend toe en bovendien was contact met de Duitse bezetter een delicate, maar noodzakelijke opdracht. Ondanks de immense inspanningen die burgemeester Hoeyberghs zich getroostte om de Wommelgemnaars zonder veel moeilijkheden doorheen de oorlogsperiode te

loodsen, werd hij toch na de bezetting uit zijn functie ontzet. Een politieke vete binnen de katholieke groep maakte kortstondig een einde aan zijn politieke loopbaan. Na zijn eerherstel werd hij in 1952 op een aparte lijst opnieuw als gemeenteraadslid verkozen. De oorlog heeft de politieke verhoudingen binnen de Wommelgemse gemeenteraad nauwelijks veranderd. Wel valt een sterke personeelswijziging op. Had dit invloed op het gevoerde beleid ?

In de studie van Frank Seberechts is veel plaats geruimd voor de ontleding van het dagelijks leven tijdens de oorlog. De rantsoenering, de geleide landbouweconomie, de werkloosheid, de verplichte tewerkstelling in Duitsland, de bombardementen, de inkwartieringen en opeisingen betekenden een ernstige verstoring van het bestaan. De auteur besluit dat de Tweede Wereldoorlog juist daarom voor velen een referentiepunt is gebleven. Niettemin blijkt dat net zoals de politieke bedrijvigheid ook het dagelijkse leven na de bezetting zeer snel opnieuw zijn gewone gang ging. Welke waren de lange termijn effecten van de verstoring in het levenspatroon van de Wommelgemnaar ? Op deze vraag geeft deze studie evenwel geen antwoord.

Petra Gunst